

MISCELLANÉES

Un témoignage

À titre exceptionnel nous publions aujourd'hui un document subjectif. Il s'agit du témoignage de René Guiart qui raconte les derniers jours du Secrétaire Général de l'Union Calédonienne. Entre bien d'autres éléments de réflexion pour tous les océanistes, il donne ici son point de vue à la fois sur la stratégie d'Edgar Pisani et sur les divergences au sein du FLNKS. Ce texte est accompagné d'éclaircissements dus à Jean Guiart. Enfin, pour rafraîchir la mémoire de nos lecteurs et leur permettre de saisir les tenants et aboutissants des événements relatés dans les pages sui-

vantes, Jean-Marie Kohler a bien voulu rappeler à grands traits le contexte historique dans lequel doit être situé ce témoignage. Notre numéro spécial consacré à l'actualité politique et économique de la dernière décennie aurait été fâcheusement incomplet sans cet écrit de militant.

C'est dans le même esprit que nous présentons plus loin les souvenirs de Maurice Lenormand, député honoraire de Nouvelle-Calédonie.

La Rédaction.

Heurs et malheurs du nationalisme canaque

Quoique héritière d'une longue tradition de résistance à la colonisation, la revendication nationaliste canaque ne s'est affirmée en tant que telle que dans les années 70. Elle fut d'abord morale et culturelle, visant à faire reconnaître l'existence d'une identité mélanésienne, la dignité du peuple colonisé, et son droit à se libérer de la domination blanche. Le mouvement fut lancé par quelques étudiants qui avaient participé aux événements de mai 68 en France, et avaient rapporté de la métropole l'idéologie tiers-mondiste alors en vogue — le plus connu d'entre eux était Nidoish Naisseline. Mais ce fut le « Festival Mélanésia 2000 », organisé en 1975 par Jean-Marie Tjibaou, qui contribua le plus fortement à faire émerger la conscience d'une identité culturelle et ethnique apte à fonder une revendication nationaliste. La recherche systématique des spécificités canaques et leur exaltation alimentèrent dès lors un processus de subversion de l'hégémonie culturelle française en Nouvelle-Calédonie.

Mais la démarche morale et culturelle du mouvement nationaliste révéla ses limites à mesure que s'aggravèrent les conséquences de la crise de l'économie minière et métallurgique, survenue après l'extraordinaire flambée de ces activités entre 1969 et 1971. Ayant perdu leur emploi, de nombreux travailleurs mélanésiens se virent contraints de retourner dans les réserves. Le problème foncier devint alors, par la force des choses, prioritaire. Plus encore

que dans le passé, des dizaines de communautés rurales manquèrent de terres pour assurer leur subsistance et procéder à la nécessaire modernisation de leur système de production ; et elles supportèrent de plus en plus mal que les éleveurs et agriculteurs blancs, vingt-cinq fois moins nombreux que les autochtones vivant de la terre, disposent de superficies deux fois plus étendues. Un vaste mouvement s'organisa pour dénoncer les spoliations commises par l'État et les colons, et pour tenter de récupérer autant que possible le patrimoine foncier perdu. Aux demandes officielles d'agrandissement de réserves ou de restitution de terres ancestrales vinrent s'ajouter des occupations symboliques de terrains revendiqués, concrétisées par des constructions de cases ; et les actions violentes, comme la destruction de clôtures ou l'abattage de bétail, se multiplièrent.

Face aux colons et à l'administration coloniale, la dynamique de reconquête de l'espace foncier ne pouvait que se politiser et se radicaliser. Renforcée par la revendication culturelle et par les stratégies de pouvoir des partis, elle ne tarda pas à déboucher sur le dessein de contrôler le pays canaque tout entier, pour abolir la domination des Blancs et la souveraineté usurpée par l'État français, et pour instaurer un État de Kanaky conforme aux aspirations des autochtones. L'ensemble des couches de la société mélanésienne partageait, à peu d'exceptions près, la même volonté de mettre fin au scan-

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 35115
Cote : B

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 35115

B exp 1

dale des inégalités coloniales que le fol épisode du « boom du nickel » avait encore accentuées. Les Canaques des réserves et les laissés-pour-compte des quartiers périphériques de Nouméa estimaient n'avoir rien à perdre dans une décolonisation, tandis que les élites espéraient se substituer à la classe dominante et hériter en partie de ses privilèges. Le racisme ambiant dont tous étaient victimes, illustré entre autres par des bavures policières et des dénis de justice répétés, ne pouvait que les unir dans la rançœur contre l'ordre établi.

Le rejet de la colonisation culmina dans l'insurrection de septembre 1984, la plus étendue que l'archipel ait connue. Elle fut magistralement inaugurée par Éloi Machoro, brisant à la hache l'urne de la mairie de Saraméa, pour dénoncer le maintien et la légitimation de la situation coloniale par un recours pervers à des procédures démocratiques (élections fondées sur le principe « un homme, une voix », dans une colonie de peuplement à majorité allochtone). La pression exercée par les colonisés fut aussi forte que subite. Des barrages s'élevèrent un peu partout sur les routes et les pistes à l'intérieur du pays, et maintes propriétés furent incendiées. Les colons menacés, ou croyant l'être, affluèrent sur Nouméa. Toute la Côte Est et une bonne partie du Nord passèrent en peu de temps aux mains des Canaques. Machoro régnait en maître sur le centre minier de Thio et sur toute la région environnante, après avoir confisqué les armes des colons (et, un moment, celles des gendarmes...); et il était résolu à intervenir sur la Côte Ouest. Même si les initiatives sur le terrain commençaient à s'essouffler çà et là, la libération de leur pays paraissait proche à beaucoup de militants.

Mais l'ordre colonial l'emporta : le pouvoir dominant réussit à faire basculer la situation à son profit. Tandis que Machoro poursuivait son projet d'ar-

racher l'Indépendance par une conquête progressive du pays à la faveur du soulèvement, Jean-Marie Tjibaou, effrayé par les menaces et par la violence en même temps que sensible aux promesses de l'administration française, négocia avec elle la fin de l'insurrection. Fort de l'appui du principal responsable indépendantiste, le pouvoir n'eut plus qu'à normaliser la situation en « neutralisant » Machoro, et c'est ce qu'il fit sans tarder. Le Canaque rebelle fut abattu par des tireurs d'élite de la gendarmerie nationale en janvier 1985. Les dirigeants mélanésiens allaient être associés au pouvoir pour gérer l'ordre ainsi rétabli, qui n'avait en rien cessé d'être colonial.

L'assassinat de Machoro a constitué un événement capital. C'est de main de maître qu'il a clos le premier acte de la lutte canaque pour l'Indépendance, et le scénario resserrera. L'élan du mouvement nationaliste se trouva largement brisé. Les militants se démobilisèrent. Quant aux élites, elles s'enlisèrent dans la gestion des Régions créées pour leur promotion dans le cadre du système en place, avec le développement pour alibi. L'histoire ne se répète pas, mais on trouvera d'étonnantes ressemblances dans les séquences de la lutte nationaliste qui vont suivre. La révolte de mai 1988, qui bénéficia d'un fort rayonnement médiatique bien qu'elle demeurât très localisée (à Ouvéa et à Canala), sera d'abord cassée par le meurtre d'Alphonse Dianou et de dix-huit de ses compagnons. Puis elle sera à son tour désarmée par des négociations, menées avec le même interlocuteur mélanésien, par la même gauche au pouvoir en métropole, pour les mêmes résultats à peu de choses près. Mais cette fois-ci, Tjibaou paiera de sa vie sa préférence pour le dialogue.

J.-M. KOHLER.

08 NOV. 1991

Journal
de la
Société
des
Océanistes

publié avec l'aide du C.N.R.S.



Musée
de l'Homme
Paris

92-93

Année 1991 — 1 & 2

© Société des Océanistes

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° 35115

Cote B

ep 1

35115